

Selon l'ancien gouverneur de la banque d'Angleterre "la zone euro est vouée à l'échec"



Du jamais vu dans la haute finance mondiale ! L'ancien gouverneur de la banque d'Angleterre, Lord Mervyn King, annonce publiquement que "la zone euro est vouée à l'échec et va aller de crise en crise jusqu'à sa destruction".



L'économiste britannique Mervyn Allister King n'est pas un économiste comme les autres. Il a été anobli sous le titre de Lord Mervyn King, Baron de Lothbury et décoré de l'une des plus prestigieuses décorations britanniques : Chevalier grand-croix de l'Ordre de l'Empire britannique.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Qu'est-ce qui lui a valu tous ces honneurs ? Principalement le fait qu'il a été le gouverneur de la très puissante Banque d'Angleterre du 1er juillet 2003 au 1er juillet 2013, soit pendant une décennie entière.

Cet homme, qui a donc été l'un des banquiers centraux les plus chevronnés du monde, et de l'une des plus grandes banques centrales de la planète, aujourd'hui à la retraite (il a 67 ans), vient de sortir un livre, au titre évocateur : « La fin de l'alchimie ».

Les extraits choisis par le Daily Telegraph

Le journal britannique The Telegraph vient de publier, le 28 février 2016, quelques-unes des meilleures pages de cet ouvrage sensationnel, dans lequel Lord Mervyn King déclare tout bonnement que l'euro est condamné.

L'ancien gouverneur de la Bank of England n'y va pas par quatre chemins : « *The eurozone is doomed to fail and will lurch from crisis to crisis unless it is broken up* . » Ce qui signifie en bon français: « La zone euro est vouée à l'échec et va aller de crise en crise jusqu'à sa destruction. »

Selon Lord Mervyn King, la plus grande économie de l'Europe (l'Allemagne) fait face à un « terrible choix » : doit-elle soutenir les partenaires les plus faibles de la zone euro au prix d'un coût important et sans fin pour ses contribuables, ou doit-elle mettre un terme au projet d'union monétaire dans l'ensemble de l'Europe ?

Pour le banquier central, le « seul moyen » dont disposent les pays faisant face à l'abîme d'arrêter « l'austérité écrasante et le chômage de masse perpétuel », avec « aucune fin en vue de la charge de la dette » des pays débiteurs, est qu'ils abandonnent l'euro.

Et Lord Mervyn King de poursuivre :

« Le contre-argument - que la sortie de la zone euro pourrait conduire au chaos, à la chute du niveau de vie et à l'incertitude quant à la survie de l'union monétaire - a un poids réel. Mais quitter la zone euro peut être le seul moyen de tracer l'itinéraire de retour à la croissance économique et au plein emploi. Les avantages à long terme l'emportent sur les coûts à court terme. »

« Les pays hors euro ne sont pas partie prenante à ce choix, mais ils peuvent encourager l'Allemagne, et le reste de la zone euro, à y faire face. »

Source : <http://www.telegraph.co.uk/business/2016/02/28/mervyn-king-the-eurozone-is-doomed>

Commentaires : démasquons tous ensemble l'incompétence effrayante des politicards européens

Cette série d'arguments n'est pas en soi une chose nouvelle : de nombreux économistes et universitaires, et une bonne demi-douzaine de Prix Nobel d'économie, ont déjà analysé que l'euro n'est pas viable sur le long terme.

Ce qui est formidablement nouveau en revanche, c'est que ce soit désormais un banquier central de tout premier rang qui l'adopte ouvertement et l'expose publiquement. Sauf erreur, c'est du jamais vu à un tel niveau de responsabilité.

Il est raisonnable de penser que ses collègues de la zone euro aussi ont pu être amenés à le penser, mais que le carcan de l'idéologie européiste, soit les a enfermés dans un déni de réalité, soit les a empêchés de s'exprimer d'une manière aussi claire.

Dorénavant, lorsque nous entendrons les politiciens LR/PS, dont l'incompétence le dispute à la suffisance, débiter leurs platitudes répétitives aux électeurs français sur la question de l'euro, nous pourrons leur rire au nez tout aussi ouvertement que Lord Mervyn King.

Nous pourrons expliquer tout autour de nous que celui qui fut le gouverneur de la Banque d'Angleterre pendant 10 ans a peut-être plus de compétences en matière monétaire que l'avocat véreux Sarkozy, le repris de justice Juppé,

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro, l'apparatchik du PS Hollande, le verbeux Bayrou, ou le conseiller en communication Valls.~~

Et nous pourrons aussi rappeler que ce que dit l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre a été inlassablement répété, et depuis longtemps, par un parti politique systématiquement privé d'accès aux grands médias nationaux parce qu'il dit la vérité aux Français : le nôtre.

François ASSELINEAU et Vincent BROUSSEAU

Ci-dessous quelques extraits complémentaires du livre de Lord King :

« Le problème de base que pose une union monétaire entre des États-nations différents est étonnamment simple. En partant de différences de taux d'inflation prévisionnels – qui résultent d'une longue histoire des différences des taux réels d'inflation - un taux d'intérêt unique conduit inexorablement à des divergences de compétitivité.

Certains pays sont entrés dans l'union monétaire européenne avec un taux plus élevé de salaire et d'inflation des coûts que d'autres. Le taux d'intérêt réel (taux nominal d'intérêt moins taux d'inflation prévu) a donc été plus faible dans ces pays que dans les autres avec une inflation plus faible. Ce taux réel inférieur a stimulé la demande et poussé à la hausse des salaires et l'inflation des prix plus loin.

Au lieu d'être en mesure d'utiliser différents taux d'intérêt pour ramener l'inflation au même niveau, certains pays ont donc vu leurs divergences être exacerbées par le taux unique.

La perte de compétitivité qui en a résulté entre les membres du sud de l'union monétaire d'un côté et l'Allemagne de l'autre est grande, même en tenant compte de la surévaluation du deutsche mark quand il a intégré l'euro. Cela a augmenté les déficits commerciaux de plein emploi (l'excédent des importations sur les exportations quand un pays fonctionne à plein emploi) dans les pays où la compétitivité s'est affaiblie, et l'augmentation des excédents commerciaux dans ceux où elle s'est améliorée.

Ces excédents et ces déficits sont au cœur du problème aujourd'hui. Les déficits commerciaux doivent être financés par des emprunts à l'étranger, et des excédents commerciaux sont investis à l'étranger.

Des pays comme l'Allemagne sont devenus de très grands créanciers, avec un excédent commercial en 2015 qui avoisine les 8 % du PIB, tandis que les pays de la périphérie sud sont devenus des débiteurs substantiels. »

[...]

« Le caractère inévitable de la restructuration de la dette grecque signifie que les contribuables en Allemagne et ailleurs devront absorber des pertes substantielles. Il était plus qu'un peu déprimant de voir les pays de la zone euro marchander sur le montant à prêter à la Grèce afin qu'elle soit en mesure de rembourser une partie des prêts antérieurs. Un tel flux circulaire des paiements est de peu d'importance sur la santé, ou l'absence de santé, de l'économie grecque. Il est particulièrement regrettable que l'Allemagne semble avoir oublié sa propre histoire. »

[...]

« Pour parler sans ambages, l'union monétaire a créé un conflit entre une élite centralisée d'une part, et les forces de la démocratie au niveau national de l'autre. Cela est extrêmement dangereux.

En 2015, les présidents de la Commission européenne, du Sommet de l'euro, de l'Eurogroupe, de la Banque centrale européenne et du Parlement européen (l'existence de cinq présidents témoigne des talents bureaucratiques de cette élite) ont publié un rapport plaidant pour une union fiscale dans laquelle « les décisions devront de plus en plus être prises collectivement » et en soutenant implicitement l'idée d'un ministre des finances unique pour la zone euro.

Cette idée de transfert de souveraineté en catimini à un centre non élu est profondément viciée et se heurtera à la résistance populaire.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Pour apaiser les tensions, les élites en Europe, aux États-Unis et dans les organisations internationales comme le FMI, ont promu les opérations de sauvetage et le passage à une union de transfert comme solutions à la crise. Mais tout cela n'a fait que semer les graines de la discorde en Europe et apporter un soutien à ce qui était auparavant considéré comme des partis et des candidats politiques extrémistes.

Et tout cela va conduire non seulement à une crise économique mais aussi à une crise politique.

En 2012, lorsque l'inquiétude sur la dette souveraine de plusieurs pays de la périphérie était à son comble, il aurait été possible de scinder la zone euro en deux divisions, certains membres étant relégués temporairement en deuxième division, avec la perspective clairement annoncée qu'après une période de convergence réelle – disons de 10 ou 15 ans -, ces membres seraient promus en première division.

Il est probablement trop tard pour cela maintenant. Les différences sous-jacentes entre les pays et les coûts politiques liés à l'acceptation de la défaite sont devenus trop grands.

Cela est regrettable, tant pour les pays concernés - parce que la promotion parfois prématurée peut être un malheur tandis que la relégation peut offrir un nouveau départ - et pour le monde entier parce que la zone euro est aujourd'hui un frein à la croissance mondiale.

L'Allemagne fait face à un terrible choix. Doit-elle soutenir les partenaires les plus faibles de la zone euro au prix d'un coût important et sans fin de ses contribuables, ou doit-elle mettre un terme au projet d'union monétaire dans l'ensemble de l'Europe ? La tentative de trouver un juste milieu ne fonctionne pas.

Un jour ou l'autre, les électeurs allemands risquent de se rebeller contre les pertes qui leur sont imposées par la nécessité de soutenir leurs partenaires plus faibles, et il ne fait pas de doute que la meilleure façon de diviser la zone euro serait, pour l'Allemagne, qu'elle en sorte elle-même. »